



KPMG Sénégal S.A.
Avec Conseil d'Administration
Immeuble Horizons S.A.
83, Boulevard de la République
Dakar – Sénégal

Téléphone : + 221 33 849 27 27
Télécopie : + 221 33 822 17 02
NINEA : 22486742 S 3 RC : SN-DKR -2003- B -4225

**MISSION DE REVUE
INDEPENDANTE
DE LA CONFORMITE
DE LA PASSATION DES MARCHES
DES AUTORITES CONTRACTANTES
AU TITRE DE LA GESTION 2014**

**GROUPE III
MINISTERE DES FORCES ARMEES**

RAPPORT DEFINITIF

ARMP – Autorité de Régulation des Marchés Publics
Rue Alpha Hachamiyou Tall x Kléber
BP 11303 - Dakar - Sénégal

Ce document contient 26 pages (incluant celle-ci)

Réf. : NDS/DSDS/OS/MS/2015-07/743



SOMMAIRE

SYNTHESE	5
1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	5
1.1 Contexte	5
1.2 Objectifs de la mission	5
1.2.1 Objectifs spécifiques	6
1.2.2 Etendue des travaux à effectuer	7
2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS	8
2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé	8
2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal	8
2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel	9
2.1.2 Principes	12
2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)	12
2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)	12
2.1.3 Procédures	13
3. SYNTHESE DE LA REVUE	14
3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés	14
3.1.1 Présentation de l'autorité contractante	14
3.1.2 Commission des marchés	15
3.1.3 Cellule de Passation des marchés	15
3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel	15
3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés	15
3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés	15
3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés	15
3.1.6 Archivage des dossiers	15
3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés	16
3.2.1 Echantillon	16
3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée	17
3.2.3 Marchés conclus par AOO	18
3.2.3.1 Marchés supérieurs au seuil de revue de la DCMP	18
3.2.3.2 Marchés inférieurs au seuil de revue de la DCMP	18
3.2.4 Marchés conclus par AOR	18
3.2.5 Marchés de prestations intellectuelles	18

3.2.6	<i>Marchés conclus par DRP</i>	18
3.2.7	<i>Marchés passés par Entente Directe</i>	19
3.2.8	<i>Avenants</i>	20
3.2.9	<i>Evaluation des fractionnements potentiels</i>	20
3.2.10	<i>Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP</i>	20
3.3	<i>Constats relatifs à l'exécution financière</i>	20
4.	<i>SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS</i>	21
5.	<i>SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES</i>	25
6.	<i>ANNEXE</i>	26
6.1	<i>Réponses de l'Autorité Contractante</i>	26
6.2	<i>Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante</i>	26

ABREVIATIONS ET ACRONYMES



PRINCIPALES ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELATIONS COMPLETES/DETAILS
AC	Autorité Contractante
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
ANO	Avis de non objection
APIX	Agence de Promotion des Investissements et grands travaux
AOO	Appels d'Offre Ouvert
AOR	Appel d'Offre Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BL	Bordereau de Livraison
CFAA	Country Financial Accountability Assessment
CFA	Communautés Financières d'Afrique
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code d'Obligation de l'Administration
CPAR	Country Procurement Accountability Review
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DN	Document non obtenu
DPAO	Données Particulières de l'Appel d'Offres
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MFA	Ministère des Forces Armées
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
N/A	Non applicable
PI	Prestation Intellectuelle
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRM	Personne Responsable des Marchés
PV	Procès verbal
SA	Société Anonyme
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SN	Société Nationale
SPM	Spécialiste en Passation des Marchés
TDR	Termes de référence
TTC	Toutes Taxes Comprises
UEMOA	Union Economique Monétaire Ouest Africaine

SYNTHESE

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION







1.1 Contexte

Le Gouvernement du Sénégal a réalisé, entre 2002 et 2003, avec l'appui des partenaires au développement, deux (02) exercices d'évaluation :

-  l'un des systèmes de gestion des finances publiques ;
-  l'autre de la passation des marchés publics ;

visant à améliorer la performance de la gestion des finances publiques sénégalaises. Ces exercices ont donné lieu à la production des rapports CFAA - Country Financial Accountability Assessment et CPAR - Country Procurement Accountability Review.

A ces rapports, s'en sont suivies :

-  l'initiation de mesures de réformes budgétaires et la prévision de l'évolution du Code des Marchés Publics ;
-  en 2004, la première mission d'audit à posteriori de la passation de marchés de six (06) ministères clés et celui de huit (08) ministères l'année suivante ;
-  en 2005, la formulation de directives du Conseil des Ministres de l'UEMOA en faveur de l'amélioration harmonisée des systèmes de passation des marchés publics dans l'Union ;
-  la mise en place des nouveaux organes du système de passation de marchés en 2007 ;
-  la promulgation d'un nouveau Code des Marchés Publics en 2011 (Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) ;
-  et la généralisation des revues indépendantes de la conformité de la passation des marchés des Autorités Contractantes sous l'impulsion de la nouvelle Autorité de Régulation des Marchés.

La présente mission de revue indépendante s'inscrit dans le cadre de la généralisation précitée.

1.2 Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes citées dans les TDR, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2014, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés.

Il s'est agi principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

1.2.1 Objectifs spécifiques

La mission comprend **les objectifs spécifiques** suivants :

- ✚ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- ✚ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
- ✚ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ✚ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, nous apporterons un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- ✚ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- ✚ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- ✚ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ✚ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- ✚ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ✚ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale ;

- ✚ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- ✚ faire des recommandations pour le futur.

Un expert de l'ARMP a été désigné pour accompagner ponctuellement la mission sur les sites des autorités contractantes afin de lui faciliter l'introduction auprès desdites autorités et l'appuyer dans le cadre de la constitution de la documentation.

1.2.2 Etendue des travaux à effectuer

Notre mission porte principalement sur :

- ✚ la vérification, au sein des autorités contractantes (pour les ministères sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés, soumis à l'application du CMP, indiqué dans les TDR), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle soit la source de financement (des ressources internes et ressources externes) de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budget des services rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales) ;
- ✚ la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés ;
- ✚ l'organisation des séances de restitution de nos rapports provisoires au niveau de chacune des autorités contractantes concernées ;
- ✚ en fin de mission nous devons assurer à 25 experts de l'ARMP et de la Direction Centrale des Marchés Publics DCMP, une formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés. Les sessions de formation seront organisées au siège de chaque institution.

2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé

2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal

Le Code des Marchés Publics (décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011) fixe les règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des marchés conclus par les autorités contractantes pour répondre à leurs besoins en matière de :

- ✚ réalisation de travaux ;
- ✚ d'achat de fournitures ;
- ✚ d'achat de services ;

Ce décret a été pris en application :

- ✚ de la Directive N° 04/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ;
- ✚ de la Directive N° 05/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine ;
- ✚ des dispositions relatives aux modes de conclusions des contrats administratifs du COA (Code des Obligations de l'Administration), qui résultent de la Loi n°65-51 du 19 juillet 1965, modifiée par la Loi n°2006-16 du 30 juin 2006. C'est ce que prévoit en particulier l'article 23 du COA.

Le contrôle des marchés publics est en outre fondé sur les textes suivants :

- ✚ le décret n° 2005-576 du 22 juin 2005, portant Charte de Transparence et d'Éthique ;
- ✚ le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007, portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- ✚ le décret n° 2007-547 du 25 avril 2007, portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics ;

✚ les textes subséquents d'application parmi lesquels les arrêtés suivants :

- Arrêté N° 012783 du 26/12/12 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012785 du 26/12/12 fixant les seuils de contrôle à priori des dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure pris en application des dispositions de l'article 140.a du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012786 du 26/12/12 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des Autorités Contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012788 du 26/12/12 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Éthique en matière de Marchés Publics pris en application de l'article 44-f du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012789 du 26/12/12 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78-3-a du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012790 du 26/12/12 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du Code des marchés Publics ;
- Arrêté N° 012791 du 26/12/12 pris en application de l'article 114 du Code des Marchés Publics fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;

✚ Ainsi que les circulaires, décisions, résolutions, etc. précisant les modalités d'application du CMP.

2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel

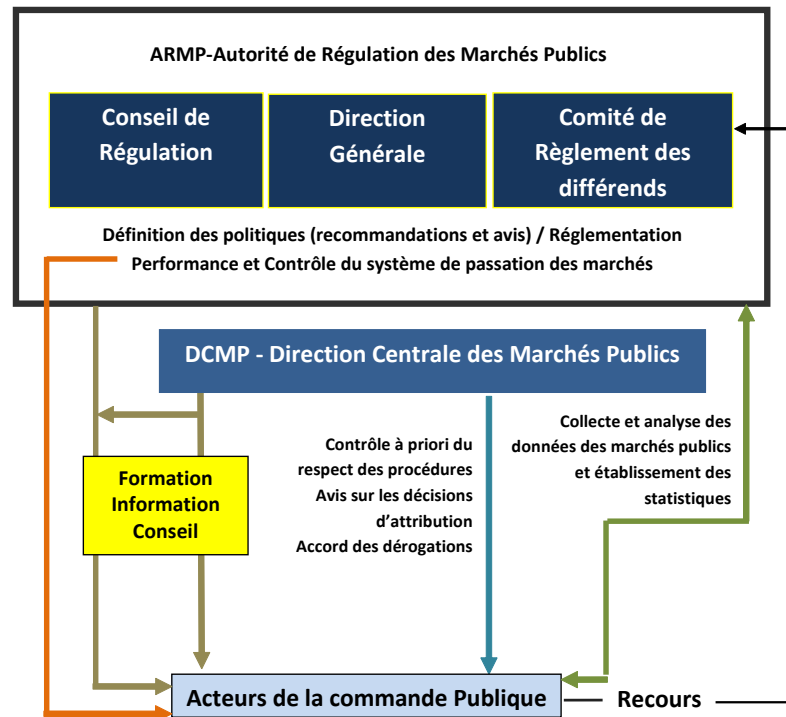
Le dispositif institutionnel mis en place comporte deux (02) structures qui sont l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP et la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP.

✚ l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP

La régulation des marchés publics est assurée par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) qui est une autorité administrative indépendante, rattachée à la Primature. Elle est créée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant le Code des Obligations de l'Administration et est dotée de l'autonomie financière et de gestion. La mission et les attributions de l'ARMP sont définies par le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP.

Les rôles clés de l'ARMP sont schématisés ci-après :

Figure 1 - Les acteurs institutionnels clés de la commande publique au Sénégal



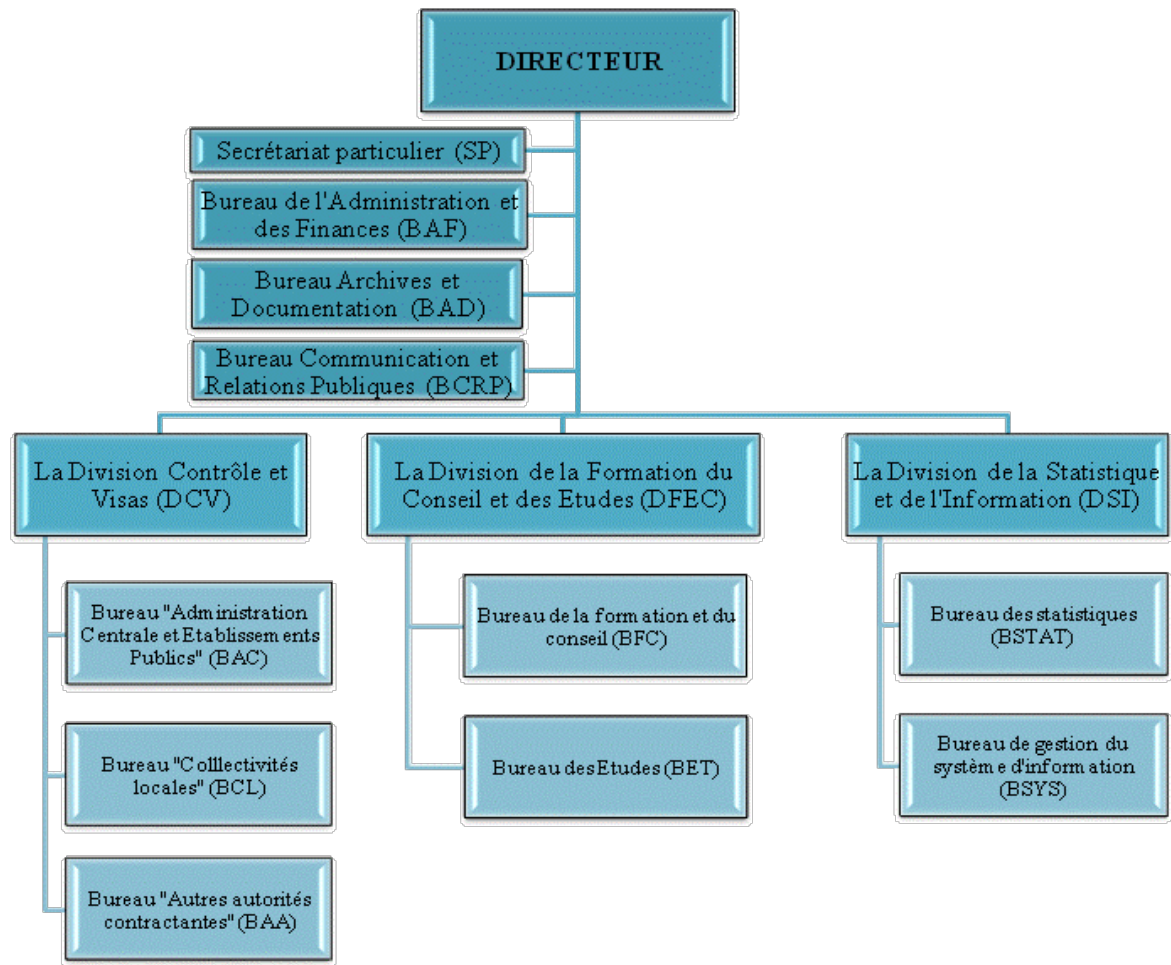
la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP

Le contrôle de la passation des marchés est effectué par la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Créée par le décret n°2007-547 du 25 avril 2007, la DCMP a pour mission :

- ✚ d'assurer le contrôle à priori des procédures de passation et d'attribution des marchés publics ;
- ✚ d'émettre des avis sur les décisions concernant l'attribution des marchés et d'accorder à la demande des autorités contractantes, les autorisations et dérogations nécessaires lorsqu'elles sont prévues par la réglementation ;
- ✚ d'assurer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, la formation, l'information et le conseil de l'ensemble des acteurs de la Commande publique sur la réglementation et les procédures applicables ;
- ✚ de contribuer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, à la collecte et à l'analyse des données ainsi qu'à l'établissement des statistiques sur les marchés publics.

L'organigramme de la DCMP est présenté ci-dessous :



Ainsi, la DCMP est un acteur majeur du système institutionnel de la passation des marchés.

2.1.2 Principes

2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)

Le code des marchés publics s'applique aux marchés conclus par les autorités contractantes suivantes :

- a) l'Etat, y compris ses services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale placés sous son autorité ;
- b) les collectivités locales, y compris leurs services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale, placés sous leur autorité, ainsi que les groupements mixtes et les établissements publics locaux visés respectivement par les articles 74 et 327 du Code des collectivités locales ;
- c) les établissements publics ;
- d) les agences ou organismes, personnes morales de droit public ou privé, autres que les établissements publics, sociétés nationales ou sociétés anonymes à participation publique majoritaire, dont l'activité est financée majoritairement par l'Etat ou une collectivité locale et s'exerce essentiellement dans le cadre d'activités d'intérêt général ;
- e) les sociétés nationales et les sociétés anonymes à participation publique majoritaire ;
- f) les associations formées par les personnes visées aux paragraphes a) à e) ci-dessus.

Les marchés passés par une personne morale de droit public ou privé pour le compte d'une autorité contractante sont soumis aux règles qui s'appliquent, conformément au CMP, aux marchés passés directement par ladite autorité contractante. La délégation des tâches relatives à la passation de marchés concernant la réalisation d'ouvrages ou de projets, doit être effectuée dans les conditions stipulées aux articles 31 à 34 du CMP.

2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA				
	Etat / Collectivités locales / Etablissements publics	SN ¹ / SA ² à participation publique majoritaire	Agences et organismes	
			Dotés de la personnalité morale	Non dotés de la personnalité morale
Fournitures	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000
Travaux	25 000 000	50 000 000	50 000 000	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000	30 000 000	25 000 000
Services	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000

¹ Sociétés Nationales

² Sociétés Anonymes

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP.

2.1.3 Procédures

Le code des marchés publics prévoit quatre (04) procédures d'appel d'offres à savoir :

- ✚ appel d'offres ouvert (articles 66 à 70 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres avec pré-qualification (articles 66 à 70 et 71 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres ouvert en deux étapes (articles 66 à 70 et 72 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres restreint (articles 66 à 70 et 73 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres avec concours (articles 66 à 70 et 75 du CMP).

Toutefois l'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe. Il ne peut être dérogé à ce principe que dans les conditions prévues par le CMP.

En effet, le CMP prévoit des procédures spécifiques telles que :

- ✚ l'entente directe qui est applicable dans les cas prévus à l'article 76 du CMP ;
- ✚ la Demande de Renseignements et de Prix (DRP) pour les fournitures, travaux ou services dont la valeur estimée est inférieure aux seuils fixés à l'article 53 du CMP et rappelés au point 3.1.2.3 du présent rapport ;
- ✚ la consultation restreinte pour les marchés de prestations intellectuelles ;
- ✚ les marchés à commande ou marchés de clientèle lorsque l'autorité contractante ne peut déterminer à l'avance le volume et le rythme des commandes de fournitures ou services courants nécessaires à ses besoins.

3. SYNTHESE DE LA REVUE

3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

3.1.1 Présentation de l'autorité contractante

Sous l'autorité du Président de la République, le Ministère chargé des Forces armées coopère à l'exécution de la politique de défense avec les autres ministres intéressés.

Le Ministre est responsable de l'exécution de la politique militaire et en particulier de l'organisation, de la gestion, de la mise en condition d'emploi et de la mobilisation de l'ensemble des Forces, ainsi que de l'infrastructure militaire qui leur est nécessaire.

A cet effet, il est particulièrement chargé de l'exécution des décisions du Président de la République, Chef suprême des Armées, notamment celles concernant :

- l'avancement des personnels militaires ;
- les nominations aux emplois de commandement ;
- les déplacements des unités constituées hors de leurs garnisons.

Il a autorité sur l'ensemble des Forces armées et est responsable de leur sécurité. Il veille à l'application des lois et règlements militaires et s'acquitte des attributions qui lui sont dévolues par le Code de Justice militaire.

Il exerce, en outre, le pouvoir de tutelle sur l'Office national des Anciens Combattants et Victimes de Guerre, sur l'Agence de Réinsertion sociale des Militaires et sur l'Hôpital principal de Dakar et sur toute autre structure dont la tutelle sera confiée au Ministre chargé des Forces armées.

Le Ministre chargé des Forces armées dispose :

- d'un cabinet civil et d'un cabinet militaire ;
- d'un service de la documentation et des affaires réservées, dont l'organisation et le fonctionnement sont fixés par arrêté du Ministre des Forces armées ;
- d'organismes de contrôle et d'inscription directement rattachés ;
- de l'administration centrale

3.1.2 Commission des marchés

Nous avons reçu l'arrêté portant nomination des membres de la Commission des marchés du MFA. Nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives.

3.1.3 Cellule de Passation des marchés

Nous avons reçu l'arrêté portant nomination des membres de la Commission des marchés du MFA. Nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives.

Les attestations de prises de connaissance de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ont été transmises à l'ARMP et à la DCMP avec accusé de réception.

3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel

Les rapports trimestriels ont été produits conformément à l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics. Toutefois, les demandes de renseignement et de prix n'ont pas été prises en comptes dans les rapports.

Le rapport annuel a également été produit et mis à notre disposition.

3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés

3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés

Nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives sur le Plan de Passation des marchés du MFA.

3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés

L'Avis Général de Passation des Marchés du MFA a été élaboré le 03 février 2014 en violation de l'article 06 du CMP qui fixe le délai de publication de l'AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

3.1.6 Archivage des dossiers

Le dispositif d'archivage et de classement des dossiers de marchés mis en place par le MFA, est insuffisant. En effet, les dossiers des marchés examinés ne comportent pas toujours l'ensemble des documents requis. La Cellule de Passation des Marchés ne centralise pas tous les documents de marchés notamment les marchés passés par demande de renseignements et de prix.

3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés

3.2.1 Échantillon

Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons reçu la liste des marchés exécutés en 2014 par le Ministère des Forces Armées.

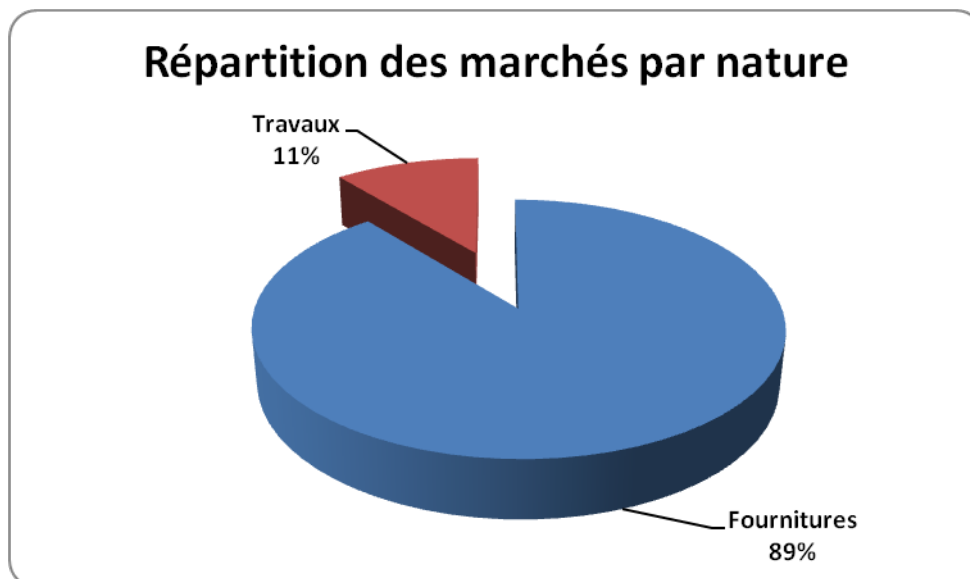
La composition de cette liste ainsi que l'échantillon retenu sont définis dans le tableau ci-dessous :

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2014		Échantillon des marchés examinés lors de la présente revue		%	
	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO) < Seuil DCMP	28	2 396 026 112	7	1 456 059 830	25%	61%
Appel d'offres restreint	4	495 849 732	3	148 273 379	75%	30%
Avenant	5	0	2	0	0	0
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	Liste des DRP non obtenue					
Entente directe (ED)	2	54 835 000	2	54 835 000	100%	100%
TOTAL	39	7 871 963 068	17	1 659 168 209	44%	21%

Remarque : la liste des DRP ne nous a pas été communiquée. Nous avons effectué notre sélection sur la base du PPM reçu.

Pour rappel, les montants inscrits dans le PPM sont à titre prévisionnel. De plus, toutes les DRP inscrites dans le PPM n'ont pas été forcément passées.

La répartition de notre échantillon par nature de marchés est présentée dans le graphe suivant :



Le graphe ci-dessus indique que l'échantillon comprend :

- 89% de marchés de fournitures pour un montant de 1 415 625 464 FCFA
- 11% de marchés de travaux pour un montant de 243 542 745 FCFA

3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA				
	Etat / Collectivités locales / Etablissements publics	SN ³ / SA ⁴ à participation publique majoritaire	Agences et organismes	
			Dotés de la personnalité morale	Non dotés de la personnalité morale
Fournitures	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000
Travaux	25 000 000	50 000 000	50 000 000	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000	30 000 000	25 000 000
Services	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP en vigueur.

³ Sociétés Nationales

⁴ Sociétés Anonymes

3.2.3 Marchés conclus par AOO

3.2.3.1 Marchés supérieurs au seuil de revue de la DCMP

Nous n'avons pas relevé de marchés dont le montant est supérieur au seuil de revue de la DCMP.

3.2.3.2 Marchés inférieurs au seuil de revue de la DCMP

Nous avons relevé les constats suivants sur les appels d'offres revus.

- 1) **AOO: Fourniture de produits de peinture et d'accessoires au profit de la marine nationale et réparation de biens immobiliers, attribué à SEIGNEURIE AFRIQUE pour un montant total de 99 999 169 FCFA : l'avis d'attribution définitive n'a pas été publié en violation de l'article 85 du CMP.**
- 2) **AOO : Acquisition de matériels informatiques au profit de la Gendarmerie Nationale attribué à OFFICE CHOICE, pour un montant de 81 254 800 FCFA :**
 - l'avis d'attribution définitive n'a pas été publié en violation de l'article 85 du CMP.

3.2.4 Marchés conclus par AOR

Nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives sur les appels d'offres restreints figurant sur la liste des marchés reçus du MFA.

3.2.5 Marchés de prestations intellectuelles

Nous n'avons pas relevé de marchés de prestations intellectuelles dans la liste des marchés reçus du MFA.

3.2.6 Marchés conclus par DRP

- Nous avons relevé que sur l'ensemble des DRP, le modèle type de demandes de renseignements et de prix n'a pas été utilisé.
- Les DRP atteignant les seuils de 3 000 000 FCFA pour les fournitures et 5 000 000 FCFA pour les travaux n'ont pas été communiquées à la DCMP aux fins de publication sur le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

Nous avons relevé les constats spécifiques suivants sur les DRP revus :

DRP : 300/MFA/DAAEB - Fourniture d'équipement d'imprimerie et audiovisuel, attribuée à Société Soukeynatou Baldé, pour un montant de 14 629 640 FCFA.

- Les lettres d'invitation ne sont pas accompagnées d'un formulaire de soumission ni, d'un projet de contrat.
- Le contrat n°300/MFA/DAAEB du 11 Juin 2014 mis à notre disposition n'est pas enregistré au niveau des impôts.
- Le délai d'exécution n'est pas précisé dans le contrat.

DRP : 443/MFA/DAAEB/DAB - Acquisitions d'appareils photo et de caméras professionnels, attribuée à Société SOUKEYNA BALDE pour un montant de 9 549 740 FCFA:

- Les lettres d'invitation ne sont accompagnées ni d'un formulaire de soumission ni, d'un projet de contrat.
- Nous n'avons pas obtenu les accusés de réception des candidats sur les lettres d'invitation afin de nous assurer de leur réception effective.
- Nous n'avons pas obtenu les offres (facture proforma) des soumissionnaires.
- Nous avons obtenu les lettres informant les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre mais celles-ci ne sont pas déchargées en violation de l'article 78 du CMP.
- Le délai de livraison n'est pas précisé dans le contrat.

DRP : 029/AIR/PF/BGT - Fourniture de mobilier de bureau, attribuée à GROUPEMENT MODERNE D'ENTREPRISES DE BATIMENT, pour un montant de 6 702 400 FCFA :

- Les lettres d'invitation ne sont accompagnées ni d'un formulaire de soumission ni, d'un projet de contrat.
- Nous n'avons pas obtenu les offres (facture proforma) des soumissionnaires.
- Nous avons obtenu les lettres informant les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre mais elles ne sont pas signées par ces derniers pour attester de leur réception effective en violation de l'article 78 du CMP.

DRP : 2284/MFA/DAAEB - Travaux de réhabilitation des bâtiments de l'état major de l'armée de terre, attribuée à QUINCAILLERIE MAMADOU ALPHA DIALLO, pour un montant de 20 950 000FCFA :

- Les lettres d'invitation ne sont accompagnées ni d'un formulaire de soumission ni, d'un projet de contrat.
- Nous n'avons pas obtenu les accusés de réception des candidats sur les lettres d'invitation afin de nous assurer de leur réception effective.

3.2.7 Marchés passés par Entente Directe

Nous avons relevé que le compte rendu détaillé de la procédure de passation et d'exécution des ententes directes passés n'a pas été transmis au Premier Ministre ni à l'ARMP en violation de l'article 77-5 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui stipule que : « à l'exception des marchés relatifs à la défense et à la sécurité de l'Etat soumis à la procédure décrite à l'article 76-2b, les marchés passés par entente directe donnent lieu à un compte rendu détaillé de la procédure de passation et d'exécution établi par l'autorité contractante et communiqué au Premier Ministre et à l'organe chargé de la régulation des marchés ».

3.2.8 Avenants

Nous n'avons pas relevé d'anomalies sur les avenants passés par le MFA.

3.2.9 Evaluation des fractionnements potentiels

Nous n'avons pas obtenu les documents comptables, tel que l'état d'exécution budgétaire afin de nous assurer qu'il n'existe pas de dépenses qui auraient pu être regroupées et faire l'objet d'une procédure par appel d'offres.

3.2.10 Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP

Dans notre échantillon des marchés revus, nous n'avons pas relevé de marchés ayant fait l'objet de recours auprès de l'ARMP.

3.3 Constats relatifs à l'exécution financière

Nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives sur l'exécution financière des marchés revus.

4. SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS ET RECOMMANDATIONS

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du MFA
Dispositif Organisationnel			
1	Les demandes de renseignement et de prix n'ont pas été prises en comptes dans les rapports trimestriels.	Nous recommandons au MFA d'intégrer les demandes de renseignements et de prix dans les rapports trimestriels.	<u>Avis du cabinet</u> Nous n'avons pas obtenu les commentaires du MFA à nos constats.
2	L'Avis Général de Passation des Marchés du MFA a été élaboré le 03 février 2014 bien après le délai réglementaire.	Nous recommandons au MFA de se conformer à l'article 06 du CMP qui fixe le délai de publication de l'AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.	
3	Le dispositif d'archivage et de classement des dossiers de marchés mis en place par le MFA, est insuffisant. En effet, les dossiers des marchés examinés ne comportent pas toujours l'ensemble des documents requis. La Cellule de passation des marchés ne centralise pas tous les documents de marchés notamment les marchés passés par demande de renseignements et de prix.	Nous recommandons au MFA, de se référer au manuel de classement et d'archivage élaboré et diffusé par l'ARMP.	
AOO			
1	AOO: « Fourniture de produits de peinture et d'accessoires au profit de la marine nationale et réparation de biens immobiliers », attribué à SEIGNEURIE AFRIQUE pour un montant total de 99 999 169 FCFA : l'avis d'attribution définitive n'a pas été publié. en violation de l'article 85 du CMP.	Nous recommandons au MFA de publier les avis d'attribution définitive conformément à l'article 85 du CMP.	<u>Avis du cabinet</u> Nous n'avons pas obtenu les commentaires du MFA à nos constats.

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du MFA
2	AOO : Acquisition de matériels informatiques au profit de la Gendarmerie Nationale attribué à OFFICE CHOICE, pour un montant de 81 254 800 FCFA : <ul style="list-style-type: none">- nous n'avons pas obtenu l'avis de non objection de la DCMP sur le rapport d'analyse et d'attribution du lot unique, attribué à OFFICE CHOICE.	Nous recommandons au MFA d'assurer l'archivage exhaustif des documents des marchés et de se référer au manuel de classement et d'archivage élaboré et diffusé par l'ARMP.	<u>Avis du cabinet</u> <i>Nous n'avons pas obtenu les commentaires du MFA à nos constats.</i>
3	<ul style="list-style-type: none">- l'avis d'attribution définitive n'a pas été publié. en violation de l'article 85 du CMP.	Nous recommandons au MFA de publier les avis d'attribution définitive conformément à l'article 85 du CMP.	
DRP			
1	Nous avons relevé que sur l'ensemble des DRP, le modèle type de demandes de renseignements et de prix n'a pas été utilisé.	Nous recommandons au MFA d'adopter le modèle type de demande de renseignements et de prix diffusé par la DCMP.	<u>Avis du cabinet</u> <i>Nous n'avons pas obtenu les commentaires du MFA à nos constats.</i>
2	Les DRP atteignant les seuils de 3 000 000 FCFA pour les fournitures et 5 000 000 FCFA pour les travaux n'ont pas été communiquées à la DCMP.	Nous recommandons au MFA de communiquer l'attribution des DRP à la DCMP conformément à l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.	
3	DRP : « 300/MFA/DAAEB - Fourniture d'équipement d'imprimerie et audiovisuel, attribuée à Société Soukeynatou Baldé, pour un montant de 14 629 640 FCFA » : <ul style="list-style-type: none">- les lettres d'invitation ne sont pas accompagnées d'un formulaire de soumission ni, d'un projet de contrat.	Nous recommandons au MFA, d'adopter le modèle type de demande de renseignements et de prix diffusé par la DCMP, qui regroupe toutes les informations nécessaires destinées aux candidats au marché.	
4	<ul style="list-style-type: none">- le contrat n°300/MFA/DAAEB du 11 Juin 2014 mis à notre disposition n'est pas enregistré au niveau des impôts.	Nous recommandons au MFA, de faire enregistrer le contrat par le fournisseur conformément à l'article 149 du CMP.	
5	<ul style="list-style-type: none">- le délai d'exécution n'est pas précisé dans le contrat.	Nous recommandons au MFA, de préciser les délais d'exécution dans les contrats.	

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du MFA
6	DRP : 443/MFA/DAAEB/DAB - « Acquisitions d'appareils photo et de caméras professionnels », attribuée à Société SOUKEYNA BALDE pour un montant de 9 549 740 FCFA: - les lettres d'invitation ne sont accompagnées ni d'un formulaire de soumission ni, d'un projet de contrat.	Nous recommandons au MFA, d'adopter le modèle type de demande de renseignements et de prix diffusé par la DCMF, qui regroupe toutes les informations nécessaires destinées aux candidats au marché.	
7	- nous n'avons pas obtenu les accusés de réception des candidats sur les lettres d'invitation afin de nous assurer de leur réception effective.	Nous recommandons au MFA de respecter les dispositions de l'article 74 du CMP et faire décharger les lettres d'invitation ou le cahier de transmission du courrier par les candidats sélectionner.	
8	- nous n'avons pas obtenu les offres (facture proforma) des soumissionnaires.	Nous recommandons au MFA d'archiver les offres des soumissionnaires et de se référer au manuel de classement et d'archivage élaboré et diffusé par l'ARMP.	
9	- nous n'avons pas obtenu le rapport d'ouverture des offres.	Nous recommandons au MFA d'assurer l'archivage exhaustif de tous les documents relatifs au marché.	
10	- Nous avons obtenu les lettres informant les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre mais celles-ci ne sont pas déchargées en violation de l'article 78 du CMP.	Nous recommandons au MFA de faire décharger les soumissionnaires sur les lettres de notification de rejet afin de matérialiser leur réception effective.	
11	- le délai de livraison n'est pas précisé dans le contrat.	Nous recommandons au MFA, de préciser les délais d'exécution dans les contrats.	
12	DRP : 029/AIR/PF/BGT – « Fourniture de mobilier de bureau, attribuée à GROUPEMENT MODERNE D'ENTREPRISES DE BATIMENT », pour un montant de 6 702 400 FCFA : - les lettres d'invitation ne sont accompagnées ni d'un formulaire de soumission ni, d'un projet de contrat.	Nous recommandons au MFA, d'adopter le modèle type de demande de renseignements et de prix diffusé par la DCMF, qui regroupe toutes les informations nécessaires destinées aux candidats au marché.	

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du MFA
13	<ul style="list-style-type: none">- nous n'avons pas obtenu les offres (facture proforma) des soumissionnaires.	Nous recommandons au MFA d'archiver les offres des soumissionnaires et de se référer au manuel de classement et d'archivage élaboré et diffusé par l'ARMP.	<u>Avis du cabinet</u> <i>Nous n'avons pas obtenu les commentaires du MFA à nos constats.</i>
14	<ul style="list-style-type: none">- nous avons obtenu les lettres informant les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre mais elles ne sont pas signées par ces derniers.	Nous recommandons au MFA de respecter les dispositions de l'article 78 du CMP et faire décharger les lettres d'invitation ou le cahier de transmission du courrier par les candidats sélectionner.	
15	DRP : 2284/MFA/DAAEB - Travaux de réhabilitation des bâtiments de l'état major de l'armée de terre, attribuée à QUINCAILLERIE MAMADOU ALPHA DIALLO, pour un montant de 20 950 000FCFA : <ul style="list-style-type: none">- les lettres d'invitation ne sont accompagnées ni d'un formulaire de soumission ni, d'un projet de contrat.	Nous recommandons au MFA d'adopter le modèle type de demande de renseignements et de prix diffusé par la DCMP.	
16	<ul style="list-style-type: none">- nous n'avons pas obtenu les accusés de réception des candidats sur les lettres d'invitation afin de nous assurer de leur réception effective.	Nous recommandons au MFA de respecter les dispositions de l'article 78 du CMP et faire décharger les lettres d'invitation ou le cahier de transmission du courrier par les candidats sélectionner.	
ENTENTES DIRECTES			
1	Le non établissement par le ministère des Forces Armées pour les ententes directes passées, de compte rendu détaillé de la procédure de passation et d'exécution.	Nous recommandons au MFA de respecter les dispositions de l'article 77-5 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.	<u>Avis du cabinet</u> <i>Nous n'avons pas obtenu les commentaires du MFA à nos constats.</i>

5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

N°	CONSTATS	NIVEAU D'APPELICATION
1.	L'absence de transmission des noms des personnes contactées, du nom de l'attributaire et du montant du contrat des marchés qui ont atteint les seuils de contrat allégué à la DCMP.	Non résolu
2.	Le non établissement par le Ministère des Forces Armées pour les ententes directes passées, de compte rendu détaillé de la procédure de passation et d'exécution.	Non résolu
3.	Le dispositif d'archivage et de classement mis-en place par le MFA pour les dossiers relatifs aux marchés publics est insuffisant.	Non résolu
4.	Le défaut d'approbation du PV d'attribution dans les délais par la PRM.	Partiellement résolu

6. ANNEXE

6.1 Réponses de l'Autorité Contractante

6.2 Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante